ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat aux Postes, Télégraphes et Téléphones, le 14 octobre 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "stimulant l'emploi de handicapés à la Régie des Télégraphes et des Téléphones", a donné le 5 décembre 1983 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 14e oktober 1983 door de Staatssecretaris voor Posterijen, Telegrafie en Telefonie verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen bij de Regie van Telegrafie en Telefonie", heeft de 5e december 1983 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

L'alinéa 1er devrait être rédigé de la manière suivante :

"Vu la loi du 19 juillet 1930 créant la Régie des télégraphes et des téléphones, notamment l'article 21, § 2, inséré par l'arrêté royal n° 91 du 11 novembre 1967;".

Il n'est pas nécessaire de viser, dans le préambule, l'arrêté royal du 8 juillet 1977 fixant le statut du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones et l'arrêté ministériel du 22 décembre 1965 relatif à la vérification des aptitudes physiques requises des candidats aux emplois de la Régie des télégraphes et des téléphones. Les alinéas 3 et 4 peuvent donc être omis.

Il conviendrait de remplacer les alinéas 5 à 9, qui se bornent à paraphraser le dispositif de l'arrêté en projet, par un seul considérant rédigé comme suit :

"Considérant qu'il importe d'établir des règles particulières afin de faciliter le recrutement de handicapés".

DISPOSITIF.

Article 1er.

Cet article n'a aucune portée juridique et doit être omis. Dès lors, les numéros des articles ont été modifiés dans le texte qui sera proposé ci-après.

.../...

Article 7.

Selon cet article,

"L'autorité chargée de recruter un handicapé s'adresse à la commission. Pour chaque emploi cette autorité signale les tâches principales qu'il comporte et les aptitudes professionnelles requises pour l'occuper.

Elle peut, en outre, présenter un ou plusieurs candidats".

Cet article reprend quasi mot pour mot l'article 7 de l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi des handicapés dans les administrations de l'Etat.

Selon les renseignements fournis par le fonctionnaire délégué, l'alinéa 2 permettrait au Ministre de présenter à la commission spéciale des candidats qui ne seraient pas inscrits sur la liste établie par le Fonds national de reclassement social des handicapés.

On n'aperçoit pas la raison d'être d'une telle règle, qui pourrait prêter à arbitraire.

Cet alinéa 2 devrait être revu.

Si, au contraire, conformément à l'économie de l'arrêté, cet alinéa avait comme portée de permettre au Ministre de choisir d'autres candidats que ceux proposés par la commission spéciale mais néanmoins inscrits sur la liste du Fonds national, cette intention serait exprimée dans le texte proposé ci-après de la manière suivante :

"Le Ministre peut aussi choisir d'autres candidats parmi les mêmes handicapés" (cfr l'article 7, alinéa 1er, du texte proposé ci-après).

+

Compte tenu des deux observations qui précèdent et de quelques modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire, le texte suivant est proposé pour l'ensemble du dispositif :

"CHAPITRE Ier. - Champ d'application.

"Article 1er.- La Régie des télégraphes et des téléphones est tenue de recruter cinquante handicapés enregistrés par le Fonds national de reclassement des handicapés.

Il n'est pas tenu compte dans ce nombre des handicapés déjà en service le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté ni des agents qui deviendraient handicapés postérieurement à cette date.

CHAPITRE II. - Du recrutement.

Article 2.- Pour être recrutés, les handicapés visés à l'article 1er, alinéa 1er, doivent remplir les conditions fixées par l'article 5, 1° et 2°, de l'arrêté royal du 8 juillet 1977 fixant le statut du personnel de la Régie des télégraphes et des téléphones.

Article 3.- Il est créé auprès de la Régie une commission spéciale.

Elle a pour mission :

1° de rechercher les emplois qui pourraient être occupés par des handicapés;

2° de faire des propositions au Ministre en vue de l'adaptation des postes de travail au handicap des candidats;

.../...

3° de suivre les handicapés pendant la période d'essai".

Article 4.-

La commission spéciale est composée :

1° d'un représentant de l'Administration générale de la Régie;

2° de deux représentants du Département du personnel de la Régie, l'un du rôle français et l'autre du rôle néerlandais;

3° de deux représentants du Fonds ... (la suite comme à l'article 5 du projet).

Article 5.- Le Fonds national de reclassement social des handicapés communique à la commission la liste des handicapés enregistrés qui désirent être recrutés à la Régie des télégraphes et des téléphones.

Article 6.-

Avant tout recrutement, le Ministre ou son délégué prend l'avis de la commission spéciale.

Il décrit les tâches principales inhérentes à chaque emploi offert ainsi que les aptitudes professionnelles requises pour l'occuper.

Article 7.-

La commission spéciale propose au Ministre des candidats choisis parmi les handicapés visés à l'article 5. Le Ministre peut aussi choisir d'autres candidats parmi les mêmes handicapés.

.../...

Dans les limites tracées par la commission, la Régie vérifie les aptitudes professionnelles des candidats. Elle s'assure qu'ils satisfont aux conditions prévues à l'article 2. Elle sollicite l'avis de l'Office médico-social de l'Etat, en joignant à sa demande la description des tâches principales que les intéressés pourraient être appelés à remplir.

La commission déclare admissibles les candidats qui remplissent toutes les conditions requises pour être recrutés.

Article 8.- Le Ministre nomme à l'essai les candidats admissibles, dans la limite des emplois vacants et compte tenu des nécessités du service.

CHAPITRE III. - De la période d'essai et de la nomination à titre définitif.

Article 9.- Toute proposition faite en vue de la prolongation de la période d'essai ou du licenciement du handicapé doit être communiquée à la commission. Le handicapé nommé à l'essai ne peut être licencié pour inaptitude professionnelle que sur avis conforme de la commission.

CHAPITRE IV. - De la carrière.

Article 10.- § 1er. Toute nomination par promotion ou par changement de grade est précédée d'un examen médical organisé par l'Office médico-social de l'Etat. La Régie joint à la demande d'examen une description des tâches principales que le candidat pourrait être appelé à remplir.

L'alinéa 1er n'est pas applicable aux promotions en carrière plane.

.../...

§ 2. Le Ministre ou son délégué peut demander l'avis de la commission spéciale avant de procéder à la promotion ou au changement de grade.

CHAPITRE V. - Disposition finale.

Article 11.- ... (comme à l'article 12 du projet, mais en écrivant dans le texte néerlandais : "... zijn, ieder wat hem betreft, belast met ...".

AANHEF.

Het eerste lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 19 juli 1930 tot oprichting van de Regie van Telegrafie en Telefonie, inzonderheid op artikel 21, § 2, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr 91 van 11 november 1967;".

Het is niet noodzakelijk in de aanhef te verwijzen naar het koninklijk besluit van 8 juli 1977 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Regie van Telegrafie en Telefonie en naar het ministerieel besluit van 22 december 1965 betreffende de controle op de lichamelijke geschiktheid vereist van de kandidaten voor betrekkingen bij de Regie van Telegrafie en Telefonie. Het derde en het vierde lid kunnen derhalve vervallen.

De leden 5 tot 9, die alleen maar een parafrase zijn van het bepalend gedeelte van het ontworpen besluit, behoren te worden vervangen door één enkele als volgt geredigeerde considerans :

"Overwegende dat bijzondere regels dienen te worden vastgesteld om de werving van minder-validen te vergemakkelijken".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Dit artikel heeft geen enkele juridische draagwijdte en dient te vervallen. In de tekst die hierna zal worden voorgesteld zijn de artikelen derhalve vernummerd.

Artikel 7.

Dit artikel luidt :

"De overheid die belast is met de aanwerving van een minder-valide richt zich tot de commissie. Voor elke betrekking vermeldt deze overheid de bijzonderste taken die eraan verbonden zijn en de beroepsgeschiktheid die vereist is om ze te vervullen.

Zij kan tevens één of meer kandidaten voorstellen".

Dit artikel is de haast woordelijke weergave van artikel 7 van het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen in de rijksbesturen.

Volgens de door de gemachtigde ambtenaar verstrekte inlichtingen, zou het tweede lid de Minister de mogelijkheid bieden om aan de bijzondere commissie gegadigden voor te stellen die niet zouden zijn ingeschreven op de door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen opgestelde lijst.

De bestaansreden van een dergelijke regel, die tot willekeur zou kunnen leiden, is niet duidelijk.

Dit tweede lid zou moeten worden herzien.

Indien dit lid daarentegen, overeenkomstig de economie van het besluit, ertoe mocht strekken om de Minister de mogelijkheid te bieden andere gegadigden te kiezen dan die welke door de bijzondere commissie zijn voorgesteld, maar die niettemin zijn ingeschreven op de lijst van het Rijksfonds, zou die bedoeling in de hierna voorgestelde tekst als volgt kunnen worden weergegeven :

"De Minister kan ook andere gegadigden kiezen uit dezelfde minder-validen" (cfr. artikel 7, eerste lid, van de hierna voorgestelde tekst).

+

Met inachtneming van de twee voorgaande opmerkingen en van enkele vormwijzigingen die geen enkele commentaar behoeven, wordt de volgende tekst voorgesteld voor het gehele bepalend gedeelte :

"HOOFDSTUK I. - Werkingssfeer.

Artikel 1.- De Regie van Telegrafie en Telefonie is verplicht vijftig minder-validen aan te werven die zijn ingeschreven door het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen.

In dit aantal zijn niet begrepen de minder-validen die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit reeds tewerkgesteld zijn, noch de ambtenaren die na die datum minder-validen mochten worden.

HOOFDSTUK II. - Werving.

Artikel 2.- Om te worden aangenomen, moeten de in artikel 1, eerste lid, bedoelde minder-validen de voorwaarden vervullen die gesteld zijn door artikel 5, 1° en 2°, van het koninklijk besluit van 8 juli 1977 tot vaststelling van het statuut van het personeel van de Regie van Telegrafie en Telefonie.

.../...

Artikel 3.- Bij de Regie wordt een bijzondere commissie opgericht.

Zij heeft tot taak :

1° de betrekkingen op te sporen die door minder-validen zouden kunnen worden bekleed;

2° aan de Minister voorstellen te doen met het oog op de aanpassing van de arbeidsposten aan de handicap van de gegadigden;

3° de minder-validen te volgen gedurende de proeftijd.

Artikel 4.- De bijzondere commissie is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van het Algemeen Bestuur van de Regie;

2° twee vertegenwoordigers van het Departement personeel van de Regie, van wie de ene tot de Nederlandse taalrol, de andere tot de Franse taalrol behoort;

3° twee vertegenwoordigers van het Rijksfonds ... (voorts zoals in artikel 5 van het ontwerp, maar in het tweede lid vervange men de woorden "vreemd aan betrokken administratie" door de woorden "die niet tot het genoemde bestuur behoren".

Artikel 5.- Het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen deelt aan de commissie de lijst mede van de ingeschreven minder-validen die bij de Regie van Telegrafie en Telefonie wensen aangeworven te worden.

.../...

Artikel 6.-
Vóór iedere aanwerving wint de Minister of zijn gemachtigde het advies van de bijzondere commissie in.

Hij beschrijft de bijzonderste taken die bij elke aangeboden betrekking behoren, alsmede de beroepsgeschiktheid die vereist is om deze te bekleden.

Artikel 7.-
De bijzondere commissie stelt aan de Minister gegadigden voor die gekozen worden uit de in artikel 5 bedoelde minder-validen. De Minister kan ook andere gegadigden kiezen uit dezelfde minder-validen.

Binnen de door de commissie gestelde grenzen onderzoekt de Regie de beroepsgeschiktheid van de gegadigden. Zij gaat na of zij de in artikel 2 gestelde voorwaarden vervullen. Zij vraagt het advies van de Sociaal-Medische Rijksdienst, en voegt bij haar aanvraag de beschrijving van de bijzonderste taken die de betrokkenen zouden kunnen te vervullen hebben.

De gegadigden die alle voor de werving vereiste voorwaarden vervullen, worden door de commissie benoembaar verklaard.

Artikel 8.-
De benoembare gegadigden worden door de Minister op proef benoemd, in zover er vacante betrekkingen zijn en naar gelang van de noodwendigheden van de dienst.

HOOFDSTUK III - Proeftijd en benoeming in vast verband.

Artikel 9.-
Elk voorstel tot verlenging van de proeftijd of tot ontslag van de minder-validen moet aan de commissie worden medegedeeld. De op proef benoemde minder-valide kan enkel op eensluidend advies van de commissie worden ontslagen wegens beroepsongeschiktheid.

HOOFDSTUK IV. - Loopbaan.

Artikel 10.-

§ 1. Aan iedere benoeming door bevordering of door verandering van graad gaat een door de Sociaal-Medische Rijksdienst georganiseerd geneeskundig onderzoek vooraf. De Regie voegt bij de aanvraag tot onderzoek een beschrijving van de bijzonderste taken die de gegadigde zou kunnen te vervullen hebben.

Het eerste lid vindt geen toepassing op de bevorderingen in een vlakke loopbaan.

§ 2. De Minister of zijn gemachtigde kan het advies van de bijzondere commissie inwinnen alvorens de bevordering of de verandering van graad toe te kennen.

HOOFDSTUK V. - Slotbepaling.

Artikel 11.-

... (zoals in artikel 12 van het ontwerp), maar men schrijve in de Nederlandse tekst : "... zijn, ieder wat hem betreft, belast met ...".

La chambre était composée de

Messieurs : F. REMION, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. DAGNELIE, adjunct-auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

F. REMION.